

Quand les mobilisations européennes convergent à Bruxelles...

GARANTIR À TOUS UN REVENU MINIMUM ADÉQUAT

Au-delà des déclinaisons plus spécifiques détaillées dans le précédent article, l'action du BAPN s'est inscrite dans la campagne transversale de l'ensemble du réseau européen, articulée sur deux revendications. D'abord, celle qui depuis plus de deux ans constitue le mot d'ordre phare de l'EAPN, à savoir le relèvement de tous les revenus de remplacement au minimum au seuil de pauvreté.

Mais cette exigence se double à présent d'une autre, complémentaire, pour l'établissement au niveau européen d'un salaire minimum, dont le montant soit suffisamment supérieur aux allocations sociales pour que travailler "en vaille la chandelle". En quelque sorte un retournement de l'argument bateau des prétendus "pièges à l'emploi", repris cette fois dans un sens progressiste.

C'est sur ce thème que l'EAPN a clôturé l'Année européenne par un important colloque international à Bruxelles le 24 septembre dernier, où la situation dans les différents États de l'Union a été exposée, mettant en lumière les terribles disparités qui y règnent en matière de droits sociaux, de salaires et de conditions de travail, et plus encore en matière d'aide sociale. Les nouveaux adhérents d'Europe centrale et orientale étant sans surprise les lanternes rouges dans ce palmarès, telle la Roumanie n'offrant quasi aucune protection sociale à ses exclus, dont les Roms constituent la plus

AUTOMNE 2010, UNE KYRIELLE D'ASSOCIATIONS MARCHENT SUR LA CAPITALE EUROPÉENNE AFIN DE METTRE EN VALEUR LES REVENDICATIONS PROPICES À UNE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ RÉELLEMENT EFFICACE...

/ Denis Desbonnet
CSCE

grosse part, traités en réels parias et "étrangers dans leur propre pays".

LA COLÈRE GRONDE...

Dans l'atelier consacré à cette double revendication d'un revenu et d'un salaire minimum, celle-ci a été réaffirmée comme l'exigence numéro un à présenter aux instances de l'Union européenne et fut en conséquence martelée en guise de conclusion, lors de la séance plénière de clôture. Une anecdote illustre bien la radicalité du "climat" régnant parmi les participants : comme les différents groupes de travail étaient notamment appelés à formuler une question directe à adresser aux responsables politiques, celle qui fut choisie par l'atelier en question était : "Êtes-vous prêts à assumer de futures éruptions sociales provoquées par la poursuite de votre actuelle politique?" L'ombre de la Grèce, secouée par une vague sans précédent de grèves et d'émeutes planait clairement sur le congrès... Un ton très dur qui fut d'ailleurs celui de l'ensemble des intervenants à la tribune, à l'image de Ludo Horemans, le président de l'EAPN, axant son discours de clôture sur le refus de toute politique d'austérité

qui s'en prendrait à nouveau aux franges sociales les plus précarisées, déjà vulnérabilisées par la crise, et rappelant que, nonobstant cette dernière, il existait des milieux archi-privilegiés et préservés, auxquels aucune contribution n'était par contre demandée. Constat l'amenant à conclure que, tant qu'à parler de la nécessité de nouvelles recettes, c'était là qu'il fallait aller les chercher, notamment par une politique d'imposition redistributive.

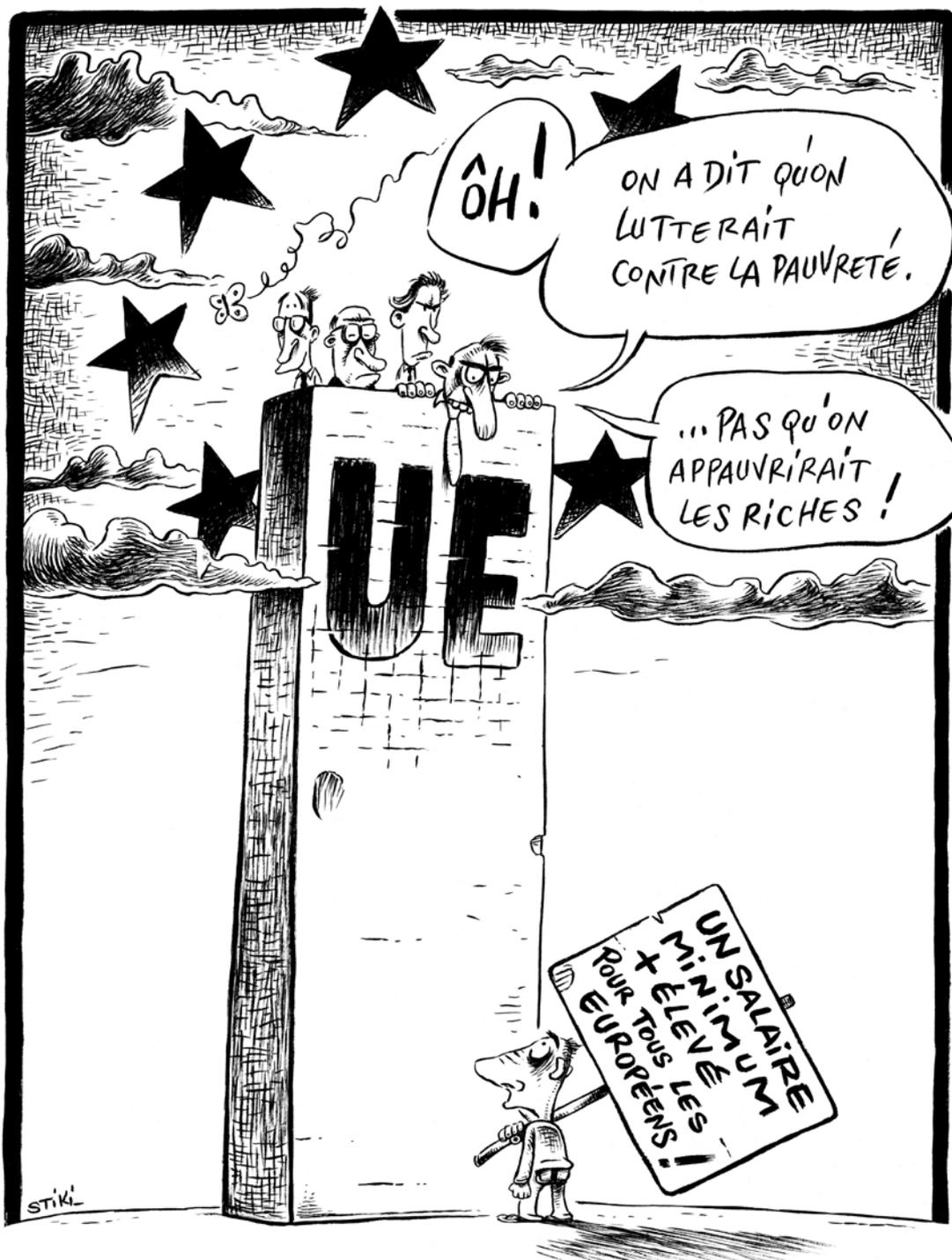
LES MARCHES EUROPÉENNES POUR L'EMPLOI ET LES ASSISES EUROPÉENNES DES CHÔMEURS ET PRÉCAIRES

Comme la Belgique présidait aux destinées de l'Union européenne durant le second semestre 2010, c'est tout naturellement vers Bruxelles que toutes les initiatives de l'Année européenne de lutte contre la pauvreté ont convergé, autour de la date symbolique du 17 octobre, la traditionnelle journée européenne consacrée à ce combat. Outre la manifestation de l'EAPN le 17 même , une initiative remarquable mérite une mention spéciale : l'organisation des Assises européennes des chômeurs

et précaires, qui ont réuni les 16 et 17 octobre les délégations belge , allemande, française et néerlandaise.

Un événement impulsé par les animateurs des Euromarchés, le réseau Transform, et, au niveau belge, par le BAPN et "Bij Ons, Chez nous", mais aussi et surtout animé par un noyau de trois partenaires :

La Commission des travailleurs sans emploi du Luxembourg qui, conduite par son animateur Vincent Deraeve, a rejoint Bruxelles à pied depuis sa lointaine province, étape par étape, durant toute la semaine précédente, accueillie par diverses associations, telles Lutte Solidarité Travail ou Solidarités nouvelles, et rejointe en cours de route par d'autres comités de chômeurs de Wallonie ; les très dynamiques animateurs de l'association flamande d'information et défense des chômeurs Werkwijzer, basée à Eeklo, faisant office de secrétariat belge pour les Euromarchés ; et enfin le CSCE, sollicité en renfort par les deux premiers pour incarner le pan "bruxellois"... Une unité d'action qui mérite d'être soulignée en ces temps de surenchère communautaire. Pour le contenu de ces assises,



durant un jour et demi, une centaine de représentants d'associations et de comités de chômeurs, travailleurs intérimaires, sans-papiers, allocataires sociaux... ont d'une part dressé le tableau des politiques régressives en matière de sécurité sociale et d'aide sociale à l'œuvre partout en Europe (et notamment en Allemagne et en Angleterre, véritables "laboratoires" de cette casse sociale), et d'autre part présenté les multiples formes de résistance à celles-ci qui s'organisent de la part de leurs victimes.

Un autre temps fort a été l'ouverture de cette rencontre internationale par Ricardo Petrella, qui a à

son habitude dénoncé la toute-puissance des marchés, réduisant tout, y compris les biens les plus universels et vitaux, à la seule fonction de marchandises, et la capitulation de l'Europe et de ses États devant ce pillage organisé, et a conclu par un vibrant plaidoyer pour la défense acharnée des services publics.

Exposé suivi d'une intervention passionnante de Francine Mestrum, chercheuse bien connue des forums sociaux, qui a relevé que la baisse autoproclamée du chômage s'est faite au prix du développement du secteur du travail précaire, tant sous l'angle des salaires que des conditions de

travail et des statuts. Elle a ensuite brillamment déconstruit le discours promu par l'Europe, à savoir la prétendue "multidimensionnalité de la pauvreté", tarte à la crème servant à noyer le poisson et à n'agir qu'à la marge, pour ne surtout pas poser la vraie question : celle de la répartition de plus en plus inégalitaire des richesses.

Car, rappelle-t-elle, "la pauvreté, c'est avant tout un manque de moyens financiers"! Monsieur de la Palice n'aurait certes pas dit autre chose, ni Coluche, qui observait finement que l'argent ne faisait pas le bonheur des pauvres... mais, il est bon de rappeler sans cesse cette évidence, face à la vulgate

dominante dans certains milieux associatifs gagnés par ce discours "européennement correct".

La conclusion de Francine Mestrum est claire : "Si les moyens à mettre en œuvre pour combattre la pauvreté doivent être, effectivement, multidimensionnels pour agir sur les diverses formes qu'elle prend - mais qui en sont la conséquence, et non la cause - : le manque de logement, l'accès insuffisant à la santé, les handicaps scolaires..., la pauvreté, elle, est unidimensionnelle dans son origine : l'inégalité scandaleuse en termes de revenus, entre les travailleurs et les détenteurs de capitaux!"

Enfin, Virginie de Romanet est venue apporter le soutien du CADTM, qui démarre une nouvelle campagne spécifique sur la dette "au Nord", ses mécanismes et ses effets semblables à ceux à l'œuvre au Sud pour la population : démantèlement des services et des acquis sociaux, conséquence de l'étranglement des États, sommés de rembourser leur dette, largement contractée suite aux politiques libérales et au sauvetage des banques...

L'autre grand intérêt et mérite de ces assises est que, à la faveur de celles-ci, les représentants des diverses délégations présentes se sont réunis en soirée, en vue d'ébaucher un programme de relance des Marchés européennes pour les prochains mois. Programme au sens cahier de revendications commun, dont certaines ont déjà été avancées mais aussi programme d'actions, à mener conjointement dans toute l'Europe, dès les premiers mois de 2011. Une nouvelle rencontre européenne s'est tenue début janvier à Cologne, comme un premier jalon dans cette perspective. ■

➤ Voir l'article suivant.

Ⓜ Notamment la KAJ, l'équivalent flamand de la JOC, qui a présenté sa très intéressante enquête sur le parcours du combattant et la mission impossible du jeune chômeur, entre intérim, stages bidon, (ré) pression du RVA...

Ⓜ Voir Desbonnet D., Douze mois de lutte effective et stimulante. Ensemble n° 70, p. 29.